

JEUDI 22 MARS 2018
Villefranche s/Saône à 17H Place des Arts
ALLOCUTION CGT
JOURNÉE NATIONALE D'ACTION INTERSYNDICALE
POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

Bonsoir à toutes et à tous,

Nous sommes rassemblés aujourd'hui dans le cadre de la journée nationale d'action intersyndicale de défense des services publics. Depuis ce matin, 180 manifestations comme la nôtre ont été organisées dans toute la France.

A Lyon, nous étions 15 000 personnes à défiler pour cette journée de grève dans les trois versants de la fonction publique (hospitaliers, territoriaux et de l'état) à l'appel de sept organisations syndicales dont la CGT.

Se sont jointes à cet appel les fédérations CGT mines/énergies, cheminots, santé/action sociale, organismes sociaux, enseignement, postes/télécommunications rassemblant des salarié(e)s qui ont toutes et tous des missions de services publics mais également les fédérations CGT commerces/services, chimie et bien d'autres dans un souci d'unité des salarié(e)s et de convergence des luttes. Car que l'on soit jeune, précaire, privé(e) d'emploi, salarié(e) du public ou du privé ou retraité(e)s, nous sommes toutes et tous usagers des services publics.

Sans augmentation de salaire depuis sept ans (par le gel du point d'indice) et après le rétablissement du jour de carence, le gouvernement avec son projet de supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires supplémentaires poursuit sa casse des acquis sociaux et sociétaux de notre pays.

Emmanuel 1er Robin des Rois (vous savez celui qui prend aux pauvres pour donner aux riches), a demandé aux préfets d'être : « des entrepreneurs de l'état ».

Son Chantier Action Publique (CAP 2022) a pour objectif de restreindre de manière conséquente le périmètre des politiques publiques au moyen de transferts, de privatisations et d'abandons de missions. Offrir au secteur marchand les services publics pour en faire une source de profits, gérer l'état et la puissance publique comme une entreprise en supprimant des postes de fonctionnaires sont le but à atteindre.

Mais y a-t-il trop de fonctionnaires, lorsqu'il manque des enseignants un peu partout, que l'on ferme des classes et que les professeurs ne sont pas remplacés en dessous de trois semaines d'absence ?

Mais y a-t-il trop de fonctionnaires, lorsqu'il n'y a plus que deux postes et demi d'AED (Assistant d'Education ou surveillant ou pion) pour encadrer et assurer la sécurité des 537 élèves du collège Claude Bernard ?

Mais y a-t-il trop de fonctionnaires lorsqu'il n'y a pas une ATSEM par classe en maternelle et pas assez d'AVS pour accompagner les enfants en situation de handicap ?

Mais y a-t-il trop de fonctionnaires, alors que les salariés des EHPAD sont obligés de faire grève pour pouvoir accompagner dans des conditions décentes les personnes en situation de perte d'autonomie ?

Mais y a-t-il trop de fonctionnaires lorsque les urgences et les services dans les hôpitaux ont toutes les peines du monde pour accueillir dans de bonnes conditions les personnes en difficultés de santé ?

Les coupes budgétaires empêchent le maintien de dispositifs pourtant récents comme le Centre Médico Psychologique de Beaujeu qui a dû fermer ses portes. La mise en place du Groupement Hospitalier de Territoire Rhône Nord Beaujolais Dombes entraîne des réorganisations et des fermetures de services dans tous les établissements de santé et des suppressions de lits à tous les étages.

Par manque de personnels, les soignants sont en grande souffrance au travail. Burn out, dépressions, accidents de travail sont de plus en plus nombreux et nous déplorons même très récemment le suicide d'un agent à l'hôpital de Trévoux. On ne peut pas s'empêcher de penser que ce passage à l'acte est la conséquence d'un management de plus en plus oppressant. A terme, les agents hospitaliers vont devenir un à un les patients de leurs collègues de travail.

Mais y a-t-il trop de fonctionnaires, lorsque les personnels de la pénitencière sont contraints de faire grève pour effectuer leur travail dans de bonnes conditions ?

La fermeture du service des cartes grises de la sous-préfecture donne-t-elle satisfaction à celles et ceux qui n'ont pas accès à internet ?

Y a-t-il trop d'emplois dans de nombreux services publics où il faut faire la queue pour pouvoir être accueilli et renseigné comme à La Poste, à Pôle Emploi, à la Sécurité Sociale, à la CAF ...? Des services trop souvent fermés l'après-midi où les femmes et les hommes sont remplacés par des automates ou des ordinateurs qui dysfonctionnent très souvent. Est-cela le service public de demain et le vivre ensemble ?

Est-ce que la fermeture du bureau de Poste de Chazey d'Azergues va rendre service à ses habitants et à ceux des communes environnantes ?

Au fil du temps on constate que la désindustrialisation de Villefranche a entraîné la disparition et/ou la délocalisation de son territoire : de la Banque de France, du service des douanes, des services de France Télécom. Villefranche avait aussi des organismes sociaux dédiés au territoire (CPAM, Caisse Allocations Familiales, Urssaf) qui ont été intégrés dans les organismes départementaux voir régionaux et ont perdu ainsi tous liens de proximité avec la population. Même la Chambre de Commerce est passée sous contrôle de la Chambre de Commerce régionale.

Villefranche a encore un Conseil de Prudhommes (où la CGT a fait plus de 50% des voix lors des dernières élections) mais qui a déjà été plusieurs fois remis en question de même que les tribunaux de grande instance et d'instance qui sont à nouveau menacés par la réforme de la carte judiciaire.

Depuis la généralisation des ruptures conventionnelles et les facilités pour licencier de la loi Macron, ce sont moitié moins d'affaires qui sont portées devant les Prudhommes de Villefranche et on peut craindre un transfert au conseil de Lyon dans un proche avenir. Cela aura pour conséquence un éloignement pour les justiciables Caladois qui à terme n'iront plus faire valoir leurs droits devant les juridictions Lyonnaises.

Villefranche et plus largement le Beaujolais sont devenus dortoir au fil du temps avec 40 000 salariés qui quittent chaque jour le territoire par la route ou en train dont 82% vers Lyon. Les gares de Villefranche et de Belleville voient passer plus de 3 millions de passagers par an. Changer le statut de la SNCF, démanteler le statut des cheminots et supprimer des emplois dans le ferroviaire feront-ils arriver les trains à l'heure ?

N'y a-t-il pas mieux à faire que de supprimer des emplois alors même que le chômage bat des records ?

Y a-t-il un seul intérêt pour les salariés du privé de voir leurs collègues du public perdre leur emploi ?

Ensemble nous devons dire NON car les services publics sont notre bien commun à destination de toutes les citoyennes et de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de la solidarité, de l'équité, de l'égalité d'accès et de traitement pour toutes et tous. Ils favorisent le lien social.

Pour finir, quelques chiffres depuis l'arrivée de MACRON le président des riches :

- Suppression de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) 3,3 Mrd€
- Baisse de l'impôt sur les sociétés 1,2Mrd€
- Baisse du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital 1,3Mrd€
- Suppression de la taxe sur les dividendes 2Mrd€
- Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) 4Mrd€
- CAC40 73 Mrd€ en 2016 et 94 Mrd€ en 2017 (+ 28%)

Tout cet argent manque cruellement au budget de l'état, de l'hôpital, des collectivités territoriales et de la protection sociale

Et pour nous, celles et ceux qui ne sont rien :

- Augmentation de 1,7% de la CSG
- Augmentation du forfait hospitalier
- Augmentation du prix du gaz et de l'électricité, du gasoil, de l'essence, des autoroutes,...
- Baisse des APL
- Baisse des dotations de l'état aux collectivités territoriales...

Alors, toutes et tous en route en manifestation pour une autre répartition des richesses finançant des services publics de qualité à la hauteur des besoins avec comme mot d'ordre :

TOUTES ET TOUS CONCERNÉS !!!

TOUTES ET TOUS USAGERS !!!